

JUIN 2025

RESEARCH PAPER

La Chine et la Russie face à la question du Sahara marocain : vers une convergence des intérêts stratégiques

FADOUA AMMARI & RIDA LYAMMOURI

Dans un contexte international en recomposition, et à l'instar des autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (États-Unis, France, Royaume-Uni), la Chine et la Russie réévaluent leurs positionnements respectifs sur le dossier du Sahara marocain, longtemps relégué à la périphérie de leurs priorités. À travers une lecture croisée des dynamiques historiques, des échanges bilatéraux avec le Maroc et des interactions dans les enceintes multilatérales, notamment à l'ONU, cet article explore comment des logiques de stabilité, de coopération et de respect des équilibres redessinent progressivement les lignes d'interprétation de Pékin et de Moscou. Au-delà des postures officielles, des gestes discrets et des signaux diplomatiques laissent entrevoir les contours d'un consensus émergent entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, porté par une approche pragmatique, ancrée dans le réalisme, attentive aux intérêts mutuels et sensible à l'évolution des équilibres géopolitiques régionaux.

FADOUA AMMARI & RIDA LYAMMOURI

INTRODUCTION

Le différend autour du Sahara marocain constitue l'un des plus anciens conflits du continent africain. Depuis le départ de l'occupant espagnol, en 1975, et la revendication par le Maroc de ce territoire, le Royaume fait face au Front Polisario, mouvement soutenu diplomatiquement et militairement par l'Algérie. Pour sortir de cette impasse, le Maroc a proposé, en 2007, un Plan d'autonomie sous sa souveraineté comme « unique base » de règlement du conflit, Initiative saluée par de nombreux acteurs internationaux.¹ Cet enjeu se trouve aujourd'hui au cœur des dynamiques géopolitiques régionales, et les grandes puissances mondiales – notamment la Chine et la Russie – y adoptent des postures mesurées, à la fois diplomatiques et pragmatiques.

Dans la continuité des analyses précédemment publiées au Policy Center for the New South sur le soutien grandissant à l'Initiative marocaine², il importe d'examiner comment Pékin et Moscou abordent ce dossier épineux. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure leurs positions historiques, leurs déclarations récentes et leurs intérêts géoéconomiques se révèlent compatibles avec la mise en œuvre du Plan d'autonomie marocain. De plus, les principes diplomatiques que ces deux pays invoquent souvent, tels que la non-ingérence, le respect de la souveraineté et le multilatéralisme, présentent des complémentarités notables avec l'esprit de la proposition marocaine. Implicitement mais sûrement, il apparaît que la stabilité régionale offerte par une solution d'autonomie négociée pourrait aussi servir les agendas stratégiques de la Chine et de la Russie.

Dans cet article, nous retracerons, d'abord brièvement, l'évolution historique des positions chinoise et russe sur le dossier du Sahara marocain. Nous analyserons, ensuite, leurs attitudes actuelles, en nous référant à des déclarations officielles, à leur comportement au Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi qu'aux prises de position dans divers forums internationaux. Nous explorerons en parallèle les intérêts économiques et diplomatiques que ces deux puissances cultivent avec le Maroc : commerce, investissements, énergie, infrastructures, afin de souligner comment une résolution du conflit dans le cadre de l'autonomie sous souveraineté marocaine, pourrait-elle contribuer à la stabilité régionale et à la sécurité de leurs investissements. Enfin, nous mettrons en lumière les convergences entre les principes de politique étrangère souvent invoqués par Moscou et Pékin et l'approche marocaine.

Cet article se veut également une invitation à Pékin et à Moscou à accompagner, avec leur propre sensibilité et leurs logiques stratégiques, la dynamique positive enclenchée par d'autres membres permanents du Conseil de sécurité. En se joignant au consensus émergent autour d'une solution réaliste, concertée et durable, ces deux acteurs globaux pourraient non seulement contribuer à la résolution définitive d'un dossier régional complexe, mais aussi renforcer les conditions d'une stabilité élargie, favorable à leurs intérêts en Méditerranée occidentale, au Maghreb et au Sahel.

1. Loulichki, M. (2025, avril). Towards autonomy for the Sahara: A dynamic underway (Policy Paper No. 12/25). Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/towards-autonomy-sahara-dynamic-underway>

2. Lyammouri, R., & Ammari, F. (2025, avril). Sahara marocain : le consensus international autour du Plan d'autonomie peut-il enclencher une nouvelle dynamique onusienne ? Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/sahara-marocain-le-consensus-international-autour-du-plan-dautonomie-peut-il>; Lyammouri, R., & Ammari, F. (2025, 16 avril). Sahara marocain « Sahara marocain : l'appui américain renouvelé et ses implications régionales. Rida Lyammouri & Fadoua Ammari, Policy Brief, 16 avril 2025, Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/sahara-marocain-lappui-americain-renouvele-et-ses-implications-regionales>

I. HISTORIQUE DES TRAJECTOIRES DIPLOMATIQUES DE PÉKIN ET DE MOSCOU

1. Entre principes constants et inflexions discrètes : lecture évolutive de la position chinoise

Au fil des décennies, la République populaire de Chine a adopté une approche prudente et relativement neutre vis-à-vis du dossier du Sahara marocain. Pékin a toujours veillé à ne pas prendre parti de manière explicite entre le Maroc et le Front Polisario. Ainsi, de manière constante, la Chine n'a reconnu ni la *République arabe sahraouie démocratique* (RASD) autoproclamée par le Polisario ni la souveraineté marocaine sur le territoire contesté. Cette neutralité de principe s'inscrivait dans le respect des grands axes de la diplomatie chinoise post-maoïste : soutien aux mouvements de décolonisation, d'un côté, et défense de la notion d'intégrité territoriale de l'autre.³

Dans les premières années du conflit, à l'instar du consensus international de l'époque, la Chine appuyait le principe onusien d'un référendum d'autodétermination, sans toutefois s'impliquer directement.⁴ Membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU depuis 1971, elle a voté en faveur de la création de la MINURSO en 1991 et soutenu les résolutions onusiennes de prorogation de cette mission de paix. Cependant, Pékin s'est rarement exprimée publiquement de façon détaillée sur le fond du dossier, préférant insister sur son souhait d'une « *solution politique durable* » négociée entre les parties, sous l'égide des Nations Unies. Cette réserve traduisait la volonté de la Chine de maintenir de bonnes relations tant avec le Maroc, un pays africain stable et économiquement prometteur, qu'avec l'Algérie, partenaire historique de Pékin depuis la période des luttes anticoloniales.

Un tournant notable est intervenu ces dernières années. En 2018, la Chine a soutenu la résolution 2440 du Conseil de sécurité, qui introduisait pour la première fois la notion d'une solution « *réaliste, pragmatique et durable fondée sur le compromis* ». ⁵ S'aligner sur cette résolution marqua pour Pékin un premier léger infléchissement, sans pour autant rompre l'équilibre de sa posture officielle. Mais c'est surtout en octobre 2021 que la Chine semble s'être départie de sa stricte neutralité : elle a voté en faveur de la résolution 2602⁶, un texte proposé par les États-Unis et qualifié de « *très favorable* » au Plan d'autonomie sous souveraineté marocaine. Cette résolution, adoptée par 13 voix contre 0 (avec 2 abstentions), saluait implicitement l'Initiative marocaine. Le soutien chinois à ce texte a ainsi été perçu comme un signe d'évolution de Pékin vers une position plus compréhensive des arguments marocains, ou moins soumise aux sensibilités algériennes sur la question.

En parallèle, les relations sino-marocaines sur d'autres plans se renforçaient. Le Roi Mohammed VI avait effectué, en 2016, une visite d'État à Pékin au cours de laquelle un « *partenariat*

3. Zhao, S. (2025). Transformation de la politique étrangère chinoise : Le rôle des dirigeants. *Politics and Rights Review*. <https://politicsrights.com/fr/transformation-politique-etrangere-chinoise-dirigeants/>

4. Soler i Lecha, E., & Arco Escriche, I. (2025). The Western Sahara conflict in a post-hegemonic world: interests, values and foreign policy strategies. *The Journal of North African Studies*, 1–32. <https://doi.org/10.1080/13629387.2025.2500472>

5. Conseil de sécurité des Nations Unies. (2018, 31 octobre). Résolution 2440 (2018). <https://digitallibrary.un.org/record/1650912?ln=fr&v=pdf>

6. Conseil de sécurité des Nations Unies. (2021, 29 octobre). Résolution 2602 (2021). <https://digitallibrary.un.org/record/3946431?ln=fr>

stratégique » sino-marocain fut établi.⁷ Les déclarations conjointes sino-marocaines⁸ ont cependant maintenu une certaine prudence diplomatique sur le Sahara : la Chine s’y contente généralement de réaffirmer son appui à une solution « *durable et juste* » dans le cadre des résolutions de l’ONU, sans approuver formellement le Plan d’autonomie. Cette approche mesurée s’explique par l’équilibre que Pékin souhaite conserver entre Rabat et Alger, deux partenaires importants en Afrique du Nord. Il n’en demeure pas moins que la référence constante de la Chine aux principes de *souveraineté et d’intégrité territoriale* des États a été interprétée par certains observateurs comme un « *signe de reconnaissance tacite* » de la validité de la revendication marocaine sur le Sahara.⁹ En effet, la Chine voit dans le maintien des frontières héritées et dans la non-crédation de nouveaux États une garantie de stabilité, un point de vue cohérent avec sa propre situation intérieure (question de Taïwan, du Tibet, du Xinjiang, etc.). À ce jour, Pékin s’efforce donc de ménager une position d’équilibre : soutenir les efforts onusiens et le compromis politique, sans contredire frontalement le principe d’autodétermination, mais en s’opposant à toute solution imposée de l’extérieur ou contraire à la souveraineté des États concernés.

2. Entre héritage et repositionnement, la trajectoire diplomatique de Moscou

L’Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), puis la Fédération de Russie, ont, elles aussi, adopté une approche prudente autour du dossier du Sahara marocain, mais selon une trajectoire distincte de celle de la Chine. Durant la guerre froide, le Maroc était perçu comme un allié des États-Unis et de l’Occident, tandis que l’Algérie non-alignée entretenait des liens étroits avec Moscou. Sans s’engager ouvertement dans le conflit du Sahara, l’URSS soutenait diplomatiquement le droit à l’autodétermination des peuples colonisés, ce qui revenait indirectement à appuyer la cause du Front Polisario sur la scène internationale. Dans les faits, Moscou fournissait des armes et une assistance militaire principalement à l’Algérie, laquelle en faisait bénéficier le Polisario.¹⁰ Néanmoins, même à l’époque soviétique, aucune reconnaissance officielle de la « RASD » n’a été accordée par Moscou, et la relation bilatérale avec le Maroc n’a jamais été rompue.

Avec la fin de la guerre froide et l’avènement de la Fédération de Russie, en 1991, la diplomatie russe a redéfini ses priorités en Afrique du Nord. Moscou a cultivé un rapprochement avec Rabat tout en préservant son partenariat privilégié avec Alger.¹¹ Officiellement, la Russie a maintenu une neutralité de principe sur le Sahara marocain, appelant à une solution négociée sous l’égide de l’ONU et au respect des résolutions du Conseil de sécurité. En pratique, cependant, la position russe a longtemps penché du côté algérien sur ce dossier. La Russie a « *professé une neutralité* » d’affichage tout en se montrant dans les faits « *proche de la position algérienne, laquelle soutient*

7. Qin, J., & Mo, J. (2016, 12 mai). Xi, king of Morocco see deeper ties ahead. China Daily. https://www.chinadaily.com.cn/world/2016-05/12/content_25229985.htm

8. Maghreb Arabe Presse. (2016, 11 mai). SM le Roi et le Président Xi Jinping signent à Pékin la déclaration conjointe concernant l’établissement d’un partenariat stratégique entre le Maroc et la Chine. Map Express. <https://www.mapexpress.ma/actualite/activites-royales/sm-le-roi-et-le-president-xi-jinping-signent-a-pek-in-la-declaration-conjointe-concernant-letablissement-dun-partenariat-strategique-entre-les-deux-pays/>

9. Borshchevskaya, A., Dugit-Gros, L., Fishman, B., Henneberg, S., & Rumley, G. (2024, mai). North Africa in an Era of Great Power Competition: Challenges and Opportunities for the United States (Policy Note No. 147). The Washington Institute for Near East Policy. <https://www.washingtoninstitute.org/sites/default/files/pdf/PolicyNote147BorshchevskayaDugit-Gros-FishmanHennebergRumleyv2.pdf>

10. Magomedov, S. (2020, 6 novembre). Western Sahara and Russian arms sales: A review. Russian International Affairs Council. <https://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/columns/military-and-security/western-sahara-and-russian-arms-sales-a-review/>

11. Laaroussi, I. (2019, 19 février). Russia’s Search for Strategic Partnerships in North Africa: Balancing Algeria and Morocco. The Washington Institute. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/russias-search-strategic-partnerships-north-africa-balancing-algeria-and-morocco>

le Polisario et sa revendication d'indépendance sahraouie ». ¹² Durant les années 1990 et 2000, Moscou s'alignait sur les terminologies onusiennes classiques (droit à l'autodétermination, référendum, etc.) et se montrait méfiante vis-à-vis des initiatives perçues comme un contournement du processus référendaire. ¹³

Un événement pivot a été la visite du Roi Mohammed VI à Moscou en mars 2016. Cette rencontre au sommet a abouti à une *Déclaration de Partenariat Stratégique approfondi* ¹⁴ entre le Maroc et la Russie, où figurait un paragraphe important sur le Sahara. Dans ce document conjoint, la Russie « prend dûment en considération la position du Royaume du Maroc » sur la question du Sahara. Les deux Chefs d'État y affirment également ne soutenir « aucune précipitation ni aucun schéma s'écartant des paramètres définis par les résolutions actuelles du Conseil de sécurité » ¹⁵, une référence voilée à la controverse de l'époque avec le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui avait employé le terme « occupation » au sujet de la présence marocaine. ¹⁶ La Russie y exprimait, en outre, son appui aux efforts de l'ONU et de son Envoyé personnel pour parvenir à « une solution politique mutuellement acceptable, dans l'intérêt des populations et conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies ». ¹⁷ Bien que la Fédération de Russie n'ait pas exprimé un soutien explicite au Plan d'autonomie proposé par le Maroc, sa posture diplomatique laissait transparaître une disposition favorable à cette Initiative. Par ailleurs, Moscou affirmait son attachement au cadre onusien de négociation en s'opposant à toute tentative de remise en cause unilatérale du processus multilatéral encadré par les Nations Unies.

Depuis 2016, la position russe continue d'évoluer subtilement. D'une part, la Russie demeure un allié de longue date de l'Algérie et garde une ligne officielle équilibrée pour ne pas compromettre cette relation. D'autre part, elle valorise désormais son « amitié » avec le Maroc et a ajusté son comportement au Conseil de sécurité en conséquence. Comme l'a noté Sergueï Lavrov en janvier 2025, Moscou souhaite « aider les Marocains à résoudre la question du Sahara » et se pose en partenaire potentiel de médiation. ¹⁸ Concrètement, cela s'est traduit par un changement dans les votes russes aux Nations Unies : alors que par le passé Moscou pouvait s'opposer aux résolutions jugées trop favorables au Maroc, elle s'abstient dorénavant au lieu de voter contre. ¹⁹ Cette abstention, utilisée par exemple lors des résolutions de 2021 et 2023 renouvelant la MINURSO, reflète la volonté russe de « ne pas contrarier ses nouveaux partenariats » (avec Rabat) tout en conservant une entente avec Alger. ²⁰ En octobre 2023, la Russie s'est abstenue sur un projet

12. Borshchevskaya, A., Dugit-Gros, L., Fishman, B., Henneberg, S., & Rumley, G. (2024, mai). North Africa in an Era of Great Power Competition: Challenges and Opportunities for the United States

13. Roussellier, J. (2018, 5 juin). A Role for Russia in the Western Sahara? Carnegie Sada. <https://carnegieendowment.org/sada/2018/06/a-role-for-russia-in-the-western-sahara>

14. Maghreb Arabe Presse. (2016, 15 mars). Déclaration sur le partenariat stratégique approfondi entre la Fédération de Russie et le Royaume du Maroc (texte intégral). <https://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/declaration-partenariat-strategique-approfondi-federation-russie-royaume-du-maroc-texte-integral/>

15. Idem

16. Majdi, Y. (2016, 9 mars). Le Maroc recadre fermement Ban Ki-Moon. TelQuel. https://telquel.ma/2016/03/09/maroc-recadre-fermement-ban-ki-moon_1486528

17. Maghreb Arabe Presse. (2016, 15 mars). Déclaration sur le partenariat stratégique approfondi entre la Fédération de Russie et le Royaume du Maroc (texte intégral).

18. Ndongue, M. (2025, 15 janvier). Sahara : La Russie se positionne en partenaire pour une médiation. Maroc Diplomatique. <https://maroc-diplomatique.net/saharalarussiesepositionneenpartenairepourunemediation/>

19. Idem.

20. Idem.

de résolution américain prolongeant la MINURSO et a même dénoncé le texte comme « *peu scrupuleux* » car il n'intégrait pas « *ne serait-ce qu'une seule* » des propositions russes.²¹ Moscou regrettait notamment que la référence explicite au référendum d'autodétermination ait été diluée au profit de termes généraux comme « *réalisme* » et « *compromis* ». ²² Ces réserves verbales mises à part, l'abstention – plutôt qu'un veto ou un vote négatif – a permis à la résolution d'être adoptée. Cette position traduisait la volonté de la Russie de ne pas compromettre le processus onusien en cours, tout en marquant ses réserves à l'égard de l'orientation stratégique promue par Washington.

En effet, l'histoire diplomatique russe vis-à-vis du Sahara marocain oscille entre un alignement tacite sur la position algérienne et une volonté plus récente de ne pas compromettre la relation avec le Maroc. Cette balance se manifeste dans le discours de Lavrov, qui martèle qu'« *aucune solution ne peut être imposée à l'une des parties* » et que seul un « *consentement mutuel* » peut résoudre le conflit.²³ La Russie continue de soutenir officiellement le principe d'une solution « *durable, mutuellement acceptable et conforme aux résolutions de l'ONU* », tout en reconnaissant implicitement l'impasse du référendum. L'évolution de son comportement, du vote systématiquement anti-Rabat à l'abstention bienveillante, illustre une position aujourd'hui plus nuancée de Moscou, cherchant à « *ne pas se compromettre définitivement* » tout en préservant son influence diplomatique dans ce dossier clé.²⁴

II. RÉOLUTIONS, FORUMS ET VOTES À L'ONU : DES SIGNAUX EN MUTATION

1. La Chine : soutien discret au compromis et neutralité affichée

À l'heure actuelle, la Chine maintient officiellement une position prudente, appelant de ses vœux une résolution négociée dans le cadre onusien sans afficher de préférence explicite pour l'une ou l'autre des options (indépendance ou autonomie). Le discours officiel chinois insiste sur quelques principes constants : le respect de la « *légalité internationale* », le règlement pacifique par le dialogue, et la nécessité d'une solution « *juste et durable* » au dossier du Sahara. Par exemple, lors de l'adoption de la résolution 2602 (2021) au Conseil de sécurité, l'ambassadeur chinois Zhang Jun a encouragé le nouvel Envoyé personnel de l'ONU à faire progresser le processus politique, ajoutant que la Chine continuerait d'adopter une position « *objective et équitable* » sur cette question.²⁵ Ce choix des mots reflète la volonté de Pékin de se présenter en tant qu'acteur neutre, soucieux de l'impartialité, tout en soutenant le travail onusien.

21. Borshchevskaya, A., Dugit-Gros, L., Fishman, B., Henneberg, S., & Rumley, G. (2024, mai). North Africa in an Era of Great Power Competition: Challenges and Opportunities for the United States (Policy Note No. 147). The Washington Institute for Near East Policy. <https://www.washingtoninstitute.org/sites/default/files/pdf/PolicyNote147BorshchevskayaDugit-Gros-FishmanHennebergRumleyv2.pdf>

22. United Nations. (2021, 29 octobre). Security Council extends mandate of United Nations Mission in Western Sahara, adopting resolution 2602 (2021) by 13 votes in favour, 2 abstentions. <https://press.un.org/en/2021/sc14681.doc.htm#:~:text=Dimitri%20A,on%20realistic%20approaches%20and%20compromises>

23. Ndiongue, M. (2025, 15 janvier). Sahara : La Russie se positionne en partenaire pour une médiation. Maroc Diplomatique.

24. Idem

25. United Nations. (2021, 29 octobre). Security Council extends mandate of United Nations Mission in Western Sahara, adopting resolution 2602 (2021) by 13 votes in favour, 2 abstentions. <https://press.un.org/en/2021/sc14681.doc.htm#:~:text=Nicolas%20de%20Rivi%C3%A8re%20,fair%20position%20on%20the%20issue>

Dans les faits, plusieurs indices trahissent une certaine inclination chinoise en faveur de l'approche marocaine. Outre le vote de 2021 déjà mentionné, Pékin a approuvé les résolutions ultérieures renouvelant la MINURSO qui mettaient l'accent sur le « réalisme » et le « compromis ». La diplomatie marocaine a d'ailleurs salué le fait qu'en 2021, la Chine s'est départie de sa réserve traditionnelle pour voter en faveur d'un texte entérinant de facto le Plan d'autonomie.²⁶ De plus, Pékin semble coordonner sa position avec celle de la majorité du Conseil de sécurité sur ce dossier, évitant de se retrouver aux côtés de la Russie dans des abstentions critiques. Cette attitude conciliante vis-à-vis de la proposition marocaine s'inscrit possiblement dans un jeu d'équilibre plus large : le Maroc a apporté son soutien à la politique d'« *Une seule Chine* » (concernant Taïwan) et aux priorités de Pékin dans les instances internationales,²⁷ et, en retour, la Chine témoigne d'une compréhension envers les préoccupations de souveraineté du Maroc. Des analystes évoquent ainsi l'émergence d'un « *équilibre* » où Rabat soutient Pékin sur ses *lignes rouges* (Taïwan, Xinjiang, Hong Kong) et où Pékin coopère avec Rabat au Conseil de sécurité sur le Sahara.²⁸

Un épisode récent illustre l'appui implicite de la Chine à la position marocaine : lors du dernier Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), tenu à Pékin en septembre 2024, la RASD (qui est pourtant membre de l'Union africaine) n'a pas été conviée. La Chine, co-organisatrice avec les pays africains, a ainsi signifié qu'elle ne considérait pas le Polisario comme un gouvernement légitime d'un État souverain, s'alignant de fait sur la position marocaine quant à l'exclusivité de la représentation du Sahara par Rabat. Selon la presse internationale, ce sommet Chine-Afrique a clairement soutenu « *l'intégrité territoriale du Maroc* » et refusé d'inclure le Front Polisario dans les travaux.²⁹ Pékin a donc veillé à ne pas contrarier le Maroc sur cette question lors d'un événement multilatéral majeur, quand bien même l'Algérie y participait.

Malgré ces signaux, la Chine continue de ménager ses déclarations publiques. Pékin n'a pas formellement déclaré le Plan d'autonomie comme « seule base de solution » (contrairement aux États-Unis, l'Espagne, la France ou le Royaume-Uni, récemment), mais n'a jamais non plus soutenu l'option d'un État sahraoui indépendant. Cette ambiguïté calculée permet à la Chine de se poser en partie neutre aux yeux des parties prenantes, ce qui pourrait servir ses prétentions à jouer éventuellement un rôle de médiateur impartial si l'occasion se présentait. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères rappelle fréquemment que la Chine soutient les efforts visant à parvenir à une solution durable et juste « *dans le cadre de la légalité internationale et des résolutions pertinentes de l'ONU* », une formule consensuelle qu'elle a notamment cosignée avec Alger lors de consultations bilatérales.³⁰

La position actuelle de la Chine sur le Sahara marocain est, donc, officiellement inchangée dans ses principes, mais évolutive dans ses actes. Elle allie une rhétorique neutre et multilatéraliste avec

26. Loulichki, M. (2022, 31 octobre). La résolution 2654 sur la question du Sahara marocain : quel impact ? Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/la-resolution-2654-sur-la-question-du-sahara-marocain-quel-impact>

27. Le Matin. (2022, 11 août). Respect de l'intégrité territoriale des États : le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine sur la même longueur d'onde. Le Matin. <https://lematin.ma/express/2022/respect-lintegrite-territoriale-etats-royaume-maroc-republique-populaire-chine-longueur-onde/379590.html>

28. Borshchevskaya, A., Dugit-Gros, L., Fishman, B., Henneberg, S., & Rumley, G. (2024, mai). North Africa in an Era of Great Power Competition: Challenges and Opportunities for the United States (Policy Note No. 147). The Washington Institute for Near East Policy.

29. Redondo, R. (2024, 5 septembre). Le Forum de coopération Chine-Afrique soutient l'intégrité territoriale du Maroc. Atalayar. <https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/forum-cooperation-chine-afrique-soutient-lintegrite-territoriale-du-maroc/20240905120720204834.html>

30. Ambassade d'Algérie à Ottawa. (2022, 20 mars). Algérie - Chine : convergence de vues concernant les questions d'intérêt commun. <https://www.ambalgott.com/actualite/200320221#:~:text=Concernant%20la%20question%20du%20Sahara,r%C3%A9solutions%20pertinentes%20des%20Nations%20Unies>

des gestes diplomatiques (votes, forums, partenariats) qui montrent une compréhension accrue de la solution prônée par Rabat. Ce faisant, Pékin s'efforce de ne pas compromettre sa relation avec Alger, en évitant, par exemple, toute déclaration reconnaissant explicitement la souveraineté marocaine, tout en préservant ses intérêts stratégiques avec le Maroc.

2. La Russie : entre abstention calculée et volonté de médiation

Du côté russe, la position actuelle se distingue par une volonté constante de maintenir un équilibre diplomatique, traduisant une approche fondée sur le pragmatisme et la préservation de ses intérêts stratégiques dans la région. Moscou continue d'afficher un soutien de principe aux résolutions onusiennes et à la mission de la MINURSO, insistant sur la nécessité d'une solution acceptée par les deux parties. Lors des discussions au Conseil de sécurité, la Russie veille à rappeler son attachement aux « *paramètres internationalement agréés* », c'est-à-dire principalement le droit à l'autodétermination tel qu'énoncé dans les résolutions antérieures. C'est d'ailleurs au nom de ces principes que le délégué russe Dimitri Polyanski a justifié l'abstention de la Russie sur la résolution 2602 en 2021, regrettant que le texte remplace les références établies par de vagues appels à des approches réalistes et de compromis.³¹ Pour Moscou, toute solution au conflit du Sahara marocain doit préserver le droit des Sahraouis à se prononcer sur leur avenir, tout en excluant toute issue imposée de manière unilatérale en dehors du cadre du droit international et des mécanismes onusiens.

En pratique, la Russie s'est abstenue de toute obstruction aux initiatives diplomatiques en cours, y compris lorsque celles-ci semblaient s'orienter favorablement vers la position marocaine, témoignant ainsi d'une posture mesurée et soucieuse de préserver sa marge de manœuvre régionale. Le choix répété de l'abstention, et non du veto, sur les résolutions prolongeant le mandat de la MINURSO et saluant la proposition marocaine en est l'illustration. Moscou s'accommode d'un langage valorisant le « réalisme » et le « compromis » tant que les textes continuent de mentionner, même indirectement, la notion d'autodétermination et le rôle de l'ONU. L'attitude russe consiste à laisser Washington, Paris et d'autres Capitales soutenir ouvertement l'Initiative marocaine, sans se joindre à eux mais sans non plus s'y opposer frontalement. Cette position ambiguë permet à la Russie de « *ne pas se compromettre définitivement* » sur le dossier.³²

Parallèlement, Moscou cherche à s'impliquer diplomatiquement d'une autre manière. En janvier 2025, Sergueï Lavrov a déclaré que la Russie souhaitait « *contribuer activement à la résolution du conflit du Sahara* » et se posait en partenaire pour une éventuelle médiation. Cette offre de médiation, encore vague, s'inscrit dans la stratégie russe consistant à s'ériger en acteur incontournable des grandes crises internationales, y compris en Afrique du Nord, face à l'influence dominante, jugée excessive, des États-Unis sur ce dossier.³³ Moscou critique régulièrement le « monopole » américain

31. United Nations. (2021, 29 octobre). Security Council extends mandate of United Nations Mission in Western Sahara, adopting resolution 2602 (2021) by 13 votes in favour, 2 abstentions. <https://press.un.org/en/2021/sc14681.doc.htm#:~:text=Nicolas%20de%20Rivi%C3%A8re%20,fair%20position%20on%20the%20issue>

32. Ndongue, M. (2025, 15 janvier). Sahara : La Russie se positionne en partenaire pour une médiation. Maroc Diplomatique. <https://maroc-diplomatique.net/saharalarussiesepositionneenpartenairepourunemediation/>

33. Hamzawy, A. (2024, décembre 6). Russia in the Middle East and North Africa—Disrupting Washington's Influence. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/research/2024/12/russia-in-the-middle-east-and-north-africa?lang=en>

dans la rédaction des résolutions onusiennes sur le Sahara³⁴ et entend montrer qu'elle peut, elle aussi, avoir un rôle moteur dans la recherche d'une solution. En se présentant comme partenaire des deux parties (Alger et Rabat), la Russie espère accroître son poids diplomatique au Maghreb et faire pièce à l'agenda occidental. Il est notable qu'en juin 2023, lors d'une visite du président algérien Tebboune à Moscou, la Russie a reconduit son discours de neutralité bienveillante, tout en signant de multiples accords avec Alger.³⁵ Cependant, dans le même temps, elle évite soigneusement de formuler une opposition frontale au Plan d'autonomie marocain, probablement consciente que Rabat considère la souveraineté sur le Sahara comme une « *ligne rouge* » diplomatique à ne pas franchir.

Sur le plan empirique, la Russie semble tirer parti des dynamiques en place dans les territoires sahariens sous la souveraineté du Maroc, en exploitant certaines opportunités économiques rendues possibles par le maintien du statu quo. Un exemple significatif est le domaine de la pêche dans les eaux atlantiques du Sahara. Après que l'Union européenne ait dû suspendre l'application de son accord de pêche avec le Maroc dans cette zone (à la suite d'arrêts de la Cour de justice de l'UE en 2023 excluant les produits du Sahara des accords UE-Maroc), la Russie a saisi cette opportunité. Moscou a consolidé sa présence dans les eaux sahariennes en procédant à une répartition accélérée de quotas de pêche, notamment dans les zones délaissées par les flottes européennes à la suite de la suspension de leurs accords.³⁶ Un accord de pêche russo-marocain a même été prolongé jusqu'à fin 2024 pour encadrer cette coopération accrue.³⁷ Fait révélateur, ni le Front Polisario ni l'Algérie n'ont protesté officiellement contre cet accord et cette attribution de quotas à la Russie, alors qu'ils dénoncent habituellement vigoureusement toute exploitation des ressources sahariennes sous égide marocaine.³⁸ Ce silence s'explique sans doute par la volonté de ne pas heurter Moscou ; il suggère aussi une redéfinition du rapport de force régional, où la Russie apparaît en position de bénéficiaire du règlement de la question du Sahara dans le cadre actuel plutôt que de tout bouleversement géopolitique.³⁹

Aujourd'hui, la Russie maintient un discours d'équilibre, neutralité proclamée, appel au dialogue, refus des solutions imposées, mais ses actions démontrent un réalignement graduel de ses intérêts. La coopération bilatérale s'intensifie en dépit de l'absence de soutien explicite russe au Plan d'autonomie, ce qui témoigne d'une volonté partagée de ne pas laisser ce différend entraver un rapprochement stratégique plus large.

34. Ndongue, M. (2025, 15 janvier). Sahara : La Russie se positionne en partenaire pour une médiation. Maroc Diplomatique.

35. Africa News. (2023, 15 juin). La visite du président algérien en Russie débouche sur un partenariat stratégique renforcé. <https://www.africanews.com/2023/06/15/algerian-president-visits-russia-signs-new-partnership-agreements/>

36. Hessoun, C. (2024, 3 décembre). Économie au Maghreb : la Russie se positionne sur le Sahara occidental. La Nouvelle Tribune. <https://lanouvelletribune.info/2024/12/economie-au-maghreb-la-russie-se-positionne-sur-le-sahara-occidental/>

37. González, E. (2024, 17 octobre). Morocco and Russia sign a fishing agreement that includes Sahrawi waters. The Diplomat in Spain. <https://thediplomatinspain.com/en/2024/10/17/morocco-and-russia-sign-a-fishing-agreement-that-includes-sahrawi-waters/>

38. Hessoun, C. (2024, 3 décembre). Économie au Maghreb : la Russie se positionne sur le Sahara occidental.

39. Idem

III. PARTENARIATS RENFORCÉS ET CONVERGENCE D'INTÉRÊTS AU MAGHREB ET AU-DELÀ

1. Le Maroc, levier discret de la projection chinoise en Afrique du Nord

Si la position politique de Pékin sur le Sahara marocain reste mesurée, ses intérêts économiques au Maroc ne cessent de croître, offrant un contexte incitatif à la stabilité et à la résolution du conflit. La Chine voit en effet dans le Maroc un partenaire de choix pour sa stratégie en Afrique et en Méditerranée occidentale. En 2023, les échanges commerciaux entre le Maroc et la Chine ont atteint un niveau record, frôlant les 8 milliards de dollars, consolidant ainsi la position de la Chine en tant que troisième partenaire commercial du Royaume et premier en Asie.⁴⁰

Les exportations marocaines vers la Chine ont dépassé pour la première fois le milliard de dollars, avec une croissance de 7,81 % par rapport à 2022. Les principaux produits exportés comprenaient des équipements électriques (59 %), des produits miniers et métalliques (22,24 %) et des textiles et cuirs (9,22 %).⁴¹

Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie plus vaste de la Chine visant à intégrer le Maroc comme plateforme logistique et commerciale au sein de la Belt and Road Initiative (BRI), en tirant parti des accords de libre-échange conclus par le Royaume avec les marchés européens et américains. Dans cette perspective, le positionnement atlantique du Maroc ne constitue pas une simple périphérie du projet chinois, mais un véritable pont stratégique susceptible de relier les espaces eurasiatiques et transatlantiques.⁴² Dans cette perspective, des entreprises chinoises ont annoncé des investissements massifs, notamment dans la fabrication de batteries électriques, pour tirer parti de la position géographique stratégique du Maroc et de ses incitations fiscales attractives.⁴³ Cette intensification des flux commerciaux témoigne de l'interdépendance économique naissante entre les deux pays.

Depuis 2023, les investissements chinois au Maroc ont connu une nette accélération, marquant un tournant dans les relations économiques bilatérales. Alors qu'en 2022 les investissements directs chinois ne dépassaient pas 56 millions de dollars, concentrés principalement dans l'industrie (52 %), les infrastructures et les mines, la Chine représentait en 2023 près de 29 % des projets d'investissements directs greenfield au Maroc, se plaçant ainsi au premier rang des pays investisseurs.⁴⁴ Cette dynamique s'est confirmée en 2024 avec plusieurs annonces majeures : la construction d'une gigafactory de batteries par Gotion High-Tech à Kénitra (1,3 milliard de dollars),

40. Perspective Monde. (2024, mars). De Beijing à Casablanca : le Maroc au carrefour des ambitions chinoises. Université de Sherbrooke. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse/3722>

41. TRT Afrika. (2024, 3 janvier). En 2023, les exportations du Maroc vers la Chine ont dépassé un milliard de dollars. TRT Afrika. <https://trtafrika.com/fr/business/en-2023-les-exportations-du-maroc-vers-la-chine-ont-depasse-un-milliard-de-dollar-17367609>

42. Ammari, F. (2025, novembre). Bridging the Belt and the Atlantic: Integrating Morocco's Atlantic Initiative into China's BARI Framework [Communication à venir acceptée au First International Conference on Rethinking International Relations in an Age of Uncertainty, Ng Teng Fong · Sino Group Belt and Road Research Institute, Hong Kong Chu Hai College, Hong Kong, Chine].

43. Aublanc, A. (2024, 6 septembre). Le Maroc, porte d'entrée de la Chine sur l'Union européenne. Le Monde. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/09/06/le-maroc-porte-d-entree-de-la-chine-sur-l-union-europeenne_6305265_3212.html

44. TelQuel. (2024, 22 juillet). IDE : la Chine représentait 29% des projets greenfield au Maroc en 2023. https://telquel.ma/instant-t/2024/07/22/ide-la-chine-representait-29-des-projets-greenfield-au-maroc-en-2023_1884621/

un projet à 2 milliards de dollars de CNGR à Jorf Lasfar, ou encore une usine à 1,2 milliard de dollars par BTR New Material.⁴⁵ Bien que ces montants restent inférieurs à ceux des partenaires traditionnels du Maroc (Europe, États-Unis, pays du Golfe), les autorités marocaines y voient une marge de progression importante et se disent prêtes à accueillir « *davantage d'investissements chinois* » dans les années à venir.⁴⁶ Le lancement, en janvier 2022, d'un plan de coopération Maroc-Chine dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route » (Belt and Road) s'inscrit dans cette perspective d'approfondissement économique.⁴⁷ Le Maroc fut d'ailleurs le premier pays d'Afrique à signer un document d'arrangement pour la mise en œuvre conjointe de la "Belt and Road", illustrant son rôle de portail potentiel pour la Chine vers l'Afrique de l'Ouest et même l'Europe du Sud.⁴⁸ Pékin considère en effet le Maroc comme un hub régional stable, doté d'infrastructures de qualité (port de Tanger Med, réseaux autoroutier et ferroviaire modernes) et jouissant d'une proximité géographique avec les marchés européens.

Dans ce contexte, une résolution définitive de la question du Sahara marocain représenterait un atout supplémentaire pour les intérêts chinois. D'abord, cela garantirait un environnement géopolitique plus stable au Maghreb, zone où la Chine a beaucoup à perdre en cas de conflit prolongé ou de tensions accrues entre le Maroc et l'Algérie. La stabilité est une condition sine qua non pour la sécurité des investissements à long terme. Pékin, en tant que grand importateur d'énergie et exportateur de biens, redoute tout facteur de perturbation susceptible d'affecter les routes commerciales (y compris maritimes, via le détroit de Gibraltar) ou de menacer ses ressortissants à l'étranger. Un Sahara pacifié et bien intégré au Maroc pourrait au contraire devenir un espace d'opportunités : exploitation de ressources minières (le Sahara recèle des réserves de phosphates, dont le Maroc est le premier exportateur mondial), développement d'énergies renouvelables (éolien et solaire dans le désert), projets d'infrastructure reliant le Maroc au reste de l'Afrique (routes transsahariennes, liaisons énergétiques, futur gazoduc). Des entreprises chinoises pourraient postuler à de tels chantiers dans le cadre de la coopération prônée par Rabat et Pékin.

Ensuite, sur le plan diplomatique, le Maroc apparaît comme un allié stratégique dans la défense de certains principes adoptés par la Chine. Rabat a, par exemple, apporté son soutien aux positions chinoises sur la scène internationale concernant les droits de l'Homme à Hong Kong, refusant de rejoindre les critiques occidentales contre Pékin.⁴⁹ L'attitude conciliante adoptée par le Maroc à l'égard de la Chine, en dépit de son ancrage historique dans le camp occidental, revêt une importance stratégique pour Pékin dans sa quête d'élargissement du cercle des États partenaires ou non-alignés face aux pressions exercées par les puissances occidentales, notamment les États-Unis. En contrepartie, la Chine adopte une posture empreinte de prudence et de considération à l'égard des priorités vitales du Royaume, au premier rang desquelles figure la question du Sahara, comme en atteste son positionnement discret mais significatif lors du FOCAC 2024.

Enfin, Pékin voit plus large : la résolution de la question du Sahara dans le sens d'une autonomie sous souveraineté marocaine faciliterait la réintégration pleine et entière du Maroc dans l'Union

45. Chraïbi, Y. (2024, 2 octobre). Maroc-Chine : que nous disent ces investissements massifs ? Le Brief. <https://www.lebrief.ma/maroc-chine-que-nous-disent-ces-investissements-massifs-191799/>

46. TelQuel. (2024, 6 mars). Le Maroc prêt à se positionner en partenaire économique essentiel de la Chine. https://telquel.ma/instant-t/2024/03/06/le-maroc-pret-a-se-positionner-en-partenaire-economique-essentiel-de-la-chine_1860398/

47. Perspective Monde. (2024, mars). De Beijing à Casablanca : le Maroc au carrefour des ambitions chinoises.

48. Idem

49. Kumakura, J. (2021, 15 septembre). China and the Joint Statement on Xinjiang and Hong Kong. The Japan Institute of International Affairs. <https://www.jiia.or.jp/en/column/2021/09/china-fy2021-01.html>

africaine (UA) et au sein des instances africaines, sans contentieux majeur avec l'Algérie. Or, la Chine mise beaucoup sur son partenariat avec l'Afrique dans son ensemble. Un Maghreb apaisé ouvrirait la voie à des projets régionaux d'envergure impliquant la Chine, par exemple un corridor économique transmagnhrébin ou la réalisation d'infrastructures reliant l'Atlantique à la mer Rouge. Le Maroc, fort de son Sahara pacifié, pourrait jouer un rôle de pilier dans ces initiatives continentales soutenues par Pékin. À l'inverse, un enlèvement prolongé, voire une reprise des hostilités armées, comme c'est le cas sporadiquement depuis la rupture du cessez-le-feu en 2020, risquerait de compromettre ces visions à long terme, au détriment des ambitions chinoises.

La Chine a, de manière objective, tout intérêt à la stabilisation de la question du Sahara à travers l'adhésion au Plan d'autonomie proposé par le Maroc. Une telle évolution garantirait la sécurité de ses investissements économiques dans la région, renforcerait son ancrage diplomatique au Maghreb et offrirait une opportunité concrète de promotion de ses principes directeurs en matière de gouvernance internationale, notamment le respect de la souveraineté étatique et le principe de non-ingérence. Cette convergence d'intérêts se traduit par une flexibilité croissante de la Chine à accompagner – ou du moins à ne pas contrarier – l'évolution actuelle du processus onusien, lequel s'oriente progressivement vers une solution de compromis fondée sur l'autonomie.

2. Le Maroc dans la diplomatie d'équilibre régionale de Moscou

Bien que disposant de leviers économiques plus restreints que ceux de la Chine, la Fédération de Russie manifeste un intérêt croissant pour le Maroc et son environnement régional, motivée tant par des impératifs géopolitiques que par une lecture pragmatique des dynamiques en cours. Traditionnellement, les échanges économiques russo-marocains ont été modérés : ils se sont longtemps concentrés sur quelques secteurs clés, comme les ventes de céréales (blé et orge russes vers le Maroc), les importations de produits agricoles marocains (agrumes, légumes vers la Russie)⁵⁰, la pêche (accords pour l'accès des chalutiers russes aux eaux marocaines) et certains produits énergétiques. Ces dernières années, le commerce bilatéral a connu des hauts et des bas au gré des conjonctures, les sanctions occidentales contre Moscou et l'embargo alimentaire russe qui en a découlé ont, par exemple, stimulé les exportations agricoles marocaines vers la Russie. En 2021, les échanges commerciaux entre le Maroc et la Russie se sont établis à environ 1,6 milliard de dollars, marquant une augmentation de 42 % par rapport à l'année précédente. Les exportations russes vers le Maroc ont connu une hausse significative de 60 %, tandis que les importations en provenance du Maroc ont augmenté de 11 %.⁵¹

En 2024, la valeur des exportations agricoles russes vers le Maroc a presque triplé en glissement annuel, atteignant 280 millions de dollars. Cette augmentation est attribuée à la diversification des sources d'approvisionnement du Maroc en réponse aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.⁵²

50. TelQuel. (2025, 13 février). Les exportations de produits agricoles russes vers le Maroc ont presque triplé en 2024. https://telquel.ma/instant-t/2025/02/13/les-exportations-de-produits-agricoles-russes-vers-le-maroc-ont-presque-triple-en-2024_1917778/

51. El Mouden, W. (2022, 12 mars). Le Maroc, premier partenaire commercial de la Russie en Afrique. Le360. <https://fr.le360.ma/economie/le-maroc-premier-partenaire-commercial-de-la-russie-en-afrique-256472/>

52. Challenge.ma. (2025, 13 février). La Russie triple ses exportations agricoles vers le Maroc en 2024. <https://www.challenge.ma/la-russie-triple-ses-exportations-agricoles-vers-le-maroc-en-2024-296688/>

En revanche, les investissements russes directs au Maroc restent très marginaux, ne se matérialisant qu'à travers quelques projets dans l'énergie (participation de Lukoil, l'une des principales compagnies pétrolières russes, dans l'exploration offshore, négociations autour de terminaux de gaz naturel liquéfié)⁵³, dans le tourisme ou l'exploitation minière.

L'intérêt de Moscou pour le Maroc s'exprime surtout sur le plan diplomatique et stratégique. Le rapprochement amorcé depuis 2016 a hissé les relations bilatérales au rang de « partenariat stratégique approfondi »⁵⁴ signé lors de la visite du Roi Mohammed VI à Moscou cette même année. Pour la Russie, le Maroc représente un partenaire stable, influent en Afrique (notamment depuis son retour au sein de l'Union africaine en 2017 et ses nombreuses coopérations avec les pays subsahariens) et ouvert à la diversification de ses alliances. Bien que structurellement aligné sur de nombreux dossiers avec les puissances occidentales, le Maroc veille à préserver une autonomie stratégique dans sa politique étrangère. En témoignent ses positions nuancées lors des votes de l'Assemblée générale des Nations Unies en février et mars 2022 concernant la guerre en Ukraine,⁵⁵ où Rabat a opté pour l'abstention ou l'absence, évitant ainsi un alignement explicite avec les résolutions occidentales condamnant la Russie. Dans le contexte de rivalités croissantes entre grandes puissances pour l'influence en Afrique, Moscou perçoit favorablement cette posture. Le maintien d'un canal de dialogue actif entre Rabat et Moscou, malgré les liens étroits du Maroc avec les États-Unis, permet à la Russie de conserver une présence politique dans le Maghreb occidental et de diversifier ses partenariats régionaux au-delà de son alliance traditionnelle avec Alger.

Dans cette optique, la résolution de la question du Sahara marocain dans le sens du Plan d'autonomie serait également bénéfique pour la Russie. D'abord, cela préviendrait tout risque d'escalade militaire entre le Maroc et l'Algérie, scénario catastrophe pour Moscou qui aurait à gérer deux partenaires en conflit ouvert. Actuellement, le Kremlin doit ménager l'Algérie (grand importateur d'armes russes, partenaire énergétique et allié diplomatique) tout en développant ses liens avec le Maroc. Une guerre au Sahara ou une aggravation drastique des tensions maghrébines forcerait Moscou à choisir un camp, chose que la Russie voudrait éviter. La mise en œuvre d'un régime d'autonomie sous souveraineté marocaine, agréé par l'Algérie et le Front Polisario dans le cadre d'un accord négocié, permettrait à la Russie de sortir d'un équilibre diplomatique précaire. Elle favoriserait en effet un climat de détente régionale, en évitant au Kremlin d'avoir à trancher entre deux partenaires stratégiques, tout en consolidant son image de puissance neutre et stabilisatrice dans le Maghreb.⁵⁶

Sur le plan économique, la résolution du différend autour du Sahara marocain ouvrirait à la Russie de nouvelles perspectives d'investissement dans la région, en particulier au Maroc et dans l'espace sahélo-saharien. La stabilisation du contexte régional permettrait à Moscou de s'engager dans des projets d'envergure sans le risque associé à l'instabilité politique. À cet égard, l'Initiative Atlantique portée par le Maroc, qui prévoit notamment le développement du port en eaux profondes de Dakhla

53. EnergyNews. (2025, 24 avril). Le Maroc investit dans son premier terminal GNL pour renforcer sa sécurité énergétique. <https://energynews.pro/le-maroc-investit-dans-son-premier-terminal-gnl-pour-renforcer-sa-securite-energetique/>

54. Maghreb Arabe Presse. (2016, 15 mars). Déclaration sur le partenariat stratégique approfondi entre la Fédération de Russie et le Royaume du Maroc (texte intégral). <https://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/declaration-partenariat-strategique-approfondi-federation-russie-royaume-du-maroc-texte-integral/>

55. Al Jazeera. (2022, 3 mars). UNGA resolution against Ukraine invasion: Full text. Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/3/unga-resolution-against-ukraine-invasion-full-text>

56. International Crisis Group. (2024, 29 novembre). Gérer les tensions entre l'Algérie et le Maroc (Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord n°247). <https://www.crisisgroup.org/fr/middle-east-north-africa/north-africa/247-algeria-morocco-western-sahara/managing-tensions-between>

et la création de zones franches, vise à faire de cette ville un pôle logistique majeur vers l'Afrique de l'Ouest, une ambition susceptible d'attirer l'intérêt d'acteurs économiques russes en quête de débouchés sécurisés.⁵⁷ Des entreprises russes, notamment dans la pêche, la logistique portuaire ou la transformation des produits de la mer, pourraient s'y impliquer d'autant plus facilement que le statut du territoire ne ferait plus débat. Par ailleurs, la façade atlantique saharienne, riche en ressources halieutiques et dotée d'un potentiel prometteur en hydrocarbures offshore, pourrait à terme susciter l'intérêt stratégique de la Russie. Forte de son statut de puissance énergétique et de son implication croissante dans divers projets pétroliers en Afrique subsaharienne,⁵⁸ Moscou pourrait envisager de contribuer par son expertise technique et industrielle au développement de ces ressources. Toutefois, une telle coopération demeurerait conditionnée à un contexte de stabilité politique et à l'aval du Maroc dans un Sahara pacifié et intégré au tissu économique national.

Dans une perspective géostratégique, la Russie pourrait percevoir favorablement le renforcement du rôle du Maroc en tant que pôle de stabilité régionale, consécutif à une résolution pacifique de la question du Sahara. Un Maroc consolidé dans son intégrité territoriale représenterait en effet un partenaire d'autant plus fiable dans les domaines de la sécurité sahéenne et de la lutte contre le terrorisme,⁵⁹ secteurs dans lesquels Moscou ambitionne d'intensifier sa présence, notamment à travers des alliances militaires et sécuritaires avec des États comme le Mali. Le Royaume, déjà engagé dans diverses initiatives africaines de stabilisation⁶⁰ – allant de la formation militaire au partage de renseignement en passant par la médiation diplomatique – pourrait ainsi constituer un interlocuteur pertinent pour la Russie dans une logique de coordination sécuritaire. Ce scénario serait d'autant plus plausible dans un contexte où Moscou cherche à diversifier ses leviers d'influence au Sahel, y compris par le biais d'acteurs hybrides comme le groupe Wagner (désormais restructuré en Africa Corps),⁶¹ et pourrait être amenée à privilégier des partenariats étatiques stables afin d'asseoir durablement son ancrage dans la région atlantique sahéenne. De plus, la consolidation de la paix au Sahara marocain permettrait de réduire une source chronique de tensions interétatiques et infra-étatiques dont les effets se répercutent sur l'ensemble de la bande sahé-saharienne. En asséchant le foyer d'instabilité que représentent les rivalités maghrébines – exacerbées par l'impasse autour de la question saharienne – et en désamorçant les dynamiques conflictuelles liées aux camps des séquestrés à Tindouf, un règlement politique favoriserait une meilleure coopération régionale, notamment au sein d'institutions comme l'Union du Maghreb arabe, actuellement en sommeil. Dans cette optique, la Russie, elle-même confrontée à des menaces transnationales dans ses sphères d'influence (notamment au Levant ou en Libye), pourrait percevoir dans la pacification du Sahara un facteur stabilisateur essentiel pour limiter les flux de radicalisation et la fragmentation

57. Lyammouri, R., & Ghoulidi, A. (2024, décembre). Morocco's Atlantic Initiative: A Catalyst for Sahel-Saharan Integration (Policy Brief No. 68/24). Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/moroccos-atlantic-initiative-catalyst-sahel-saharan-integration>

58. Intellinews. (2023, août 1). Russia to capitalise on Africa's growing energy demand. Intellinews. <https://www.intellinews.com/russia-to-capitalise-on-africa-s-growing-energy-demand-375357/>

59. Gissel, L. (2024, May 3). Morocco as a Strategic Partner in Supporting the Sahel Region's Security. International Politics and Society (IPS Journal). <https://www.ips-journal.eu/topics/foreign-and-security-policy/sahel-sentry-7783/>

60. De León Cobo, B., Hopton, N., & Ozcelik, B. (2025, 13 février). Morocco as a strategic partner in supporting the Sahel region's security. Royal United Services Institute (RUSI). <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/morocco-strategic-partner-supporting-sahel-regions-security>

61. Faulkner, C. (2025, 24 mars). Russia in Africa: Private military proxies in the Sahel. Georgetown Journal of International Affairs. Retrieved from <https://gjia.georgetown.edu/2025/03/24/russia-in-africa-private-military-proxies-in-the-sahel/>

sécuritaire dans le Sahel,⁶² zone qu'elle cherche de plus en plus à intégrer dans sa stratégie africaine.

Sur les plans idéologique et normatif, la solution marocaine d'autonomie s'inscrit en cohérence avec la position doctrinale de la Russie, qui privilégie systématiquement les règlements négociés et consensuels dans les conflits à dimension séparatiste.⁶³ Moscou se montre en effet résolument opposée aux sécessions unilatérales encouragées ou soutenues par des puissances occidentales, qu'elle considère comme des précédents dangereux remettant en cause les principes fondamentaux de la souveraineté étatique et de l'intangibilité des frontières. Cette ligne diplomatique constante, consolidée depuis la fin de la guerre froide, confère à la proposition marocaine une certaine légitimité aux yeux de la Russie, dans la mesure où elle évite toute imposition extérieure et repose sur un compromis institutionnalisé à l'intérieur du cadre de l'État existant. Un exemple emblématique de cette posture est le refus catégorique de la Russie de reconnaître l'indépendance du Kosovo, déclarée unilatéralement en 2008 avec le soutien des États-Unis et de plusieurs pays européens. Aux yeux de Moscou, cette reconnaissance crée un « précédent dangereux »⁶⁴ pour la stabilité internationale, car elle légitimerait le morcellement des États en dehors de tout processus négocié ou encadré par le droit international.⁶⁵ La Russie considère que ce type de démarche peut être utilisé à des fins géopolitiques, menaçant l'ordre établi et favorisant l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des États souverains.⁶⁶ Cette doctrine est également invoquée par Moscou dans d'autres contextes, notamment en ce qui concerne la Géorgie (Abkhazie et Ossétie du Sud), l'Ukraine (Donbass, Crimée).⁶⁷ Dans le cas du Sahara marocain, la Russie verrait d'un bon œil une issue qui ne crée pas un nouvel État *de jure* (une RASD souveraine), ce qui pourrait faire jurisprudence pour d'autres régions séparatistes, y compris à l'intérieur de la Fédération de Russie. Au contraire, l'autonomie permettrait de satisfaire en partie les revendications identitaires sahraouies sans toucher aux frontières internationales. Ce serait pour Moscou la confirmation que le principe de l'intégrité territoriale prime et que les aspirations des peuples peuvent se réaliser à travers des aménagements internes (statuts d'autonomie, fédéralisation, etc.), solution qu'elle a souvent elle-même préconisée (en Tchétchénie jadis, ou plus récemment pour les provinces ukrainiennes avant les décisions unilatérales de 2022). Certes, la Russie a montré une certaine contradiction en reconnaissant ou en annexant *de facto* des territoires séparatistes (Crimée, Donbass, Ossétie du Sud, Abkhazie) lorsque cela servait ses intérêts géostratégiques. Mais dans le discours officiel, elle continue de clamer son attachement à « la souveraineté et l'intégrité territoriale » des États comme pierre angulaire de l'ordre international, un discours qu'elle pourrait aisément mettre en avant en soutenant la proposition marocaine d'autonomie.

En définitive, la Russie, à l'instar de la Chine, dispose d'intérêts géostratégiques convergents avec une résolution pacifique de la question du Sahara dans le cadre du Plan d'autonomie proposé par le Maroc. Une telle solution permettrait à Moscou de maintenir un équilibre diplomatique

62. Ammari, F., & Lyammouri, R. (2025, 13 mars). Genèse et évolution des groupes extrémistes armés au Sahel dans un contexte de crise multidimensionnelle (Research Paper No. 01/25). Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/genese-et-evolution-des-groupes-extremistes-armes-au-sahel-dans-un-contexte-de-crise>

63. Roussellier, J. (2018, juin 5). A Role for Russia in the Western Sahara? Carnegie Endowment for International Peace.

64. Ingimundarson, V. (2022, juillet). The 'Kosovo Precedent': Russia's justification of military interventions and territorial revisions in Georgia and Ukraine. LSE IDEAS Strategic Update. <https://www.lse.ac.uk/ideas/Assets/Documents/updates/2022-SU-Valur-RussKosovo.pdf>

65. Ministère russe des Affaires étrangères. (2008, 12 février). Statement on the situation regarding Kosovo. https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1649512/

66. Idem.

67. Kozin, V. P. (2017). States with Limited Recognition in Russian Foreign Policy. MGIMO University. <https://open.mgimo.ru/handle/123456789/5225>

délicat entre ses deux partenaires maghrébins. L'Algérie ne percevrait pas l'issue comme une capitulation, mais comme un compromis agréé par la communauté internationale, tandis que le Maroc obtiendrait une reconnaissance implicite de sa souveraineté sur les provinces sahariennes. Dans ce contexte, la Russie pourrait capitaliser sur sa participation éventuelle au processus de médiation pour accroître son influence diplomatique en Afrique du Nord. Une fois délestée de ce contentieux régional, elle disposerait d'une marge de manœuvre élargie pour renforcer ses coopérations économiques — dans des secteurs tels que les engrais phosphatés, l'agriculture, l'armement ou encore les technologies — et culturelles, notamment à travers le tourisme ou l'enseignement supérieur. Ce renforcement bilatéral s'inscrirait dans une stratégie plus large visant à positionner le Maroc comme passerelle vers le monde arabo-africain, dans un contexte où Moscou cherche à diversifier ses partenariats au-delà de ses alliances traditionnelles. Enfin, la stabilisation de la relation maroco-algérienne par le biais d'un règlement négocié permettrait à la Russie de préserver une situation régionale équilibrée, à l'abri des antagonismes ouverts, favorable à la protection de ses intérêts géopolitiques au Maghreb.

CONCLUSION

Bien que ni la Chine ni la Russie n'aient, à ce jour, exprimé un soutien explicite et exclusif en faveur du Plan d'autonomie marocain, l'analyse de leurs positionnements stratégiques, de leurs doctrines diplomatiques et de leurs intérêts régionaux révèle une convergence implicite mais significative avec les principes portés par l'Initiative marocaine. Cette posture de neutralité constructive, articulée autour des valeurs de souveraineté, de non-ingérence et de résolution négociée des conflits dans le cadre onusien, s'inscrit dans la continuité de leur approche des crises internationales, tout en leur permettant de préserver des relations équilibrées avec l'ensemble des acteurs maghrébins.

Pour Pékin, la stabilité politique et économique du Maroc constitue un gage de sécurité pour ses investissements dans le cadre des « Nouvelles Routes de la Soie » et un levier d'ancrage diplomatique en Afrique du Nord. Pour Moscou, le Plan d'autonomie marocain offre une issue acceptable à un différend régional complexe, permettant à la Russie de maintenir sa double alliance avec Rabat et Alger, tout en renforçant sa présence géoéconomique et sécuritaire dans la région atlantico-sahélienne.

Dans ce contexte, le Maroc est appelé à poursuivre sa diplomatie d'influence, fondée sur la promotion d'un compromis réaliste et inclusif, en dialoguant activement avec ces deux puissances globales. L'évolution récente des équilibres internationaux, marquée par l'érosion du soutien à l'option indépendantiste et par l'adhésion croissante au Plan marocain de la part de partenaires occidentaux majeurs, renforce la crédibilité et l'attractivité de la proposition d'autonomie. Ce projet apparaît dès lors non seulement comme une solution adaptée aux réalités du terrain, mais aussi comme un point de convergence possible entre des puissances aux intérêts souvent divergents. Ainsi, dans un environnement international de plus en plus multipolaire, la cause du Sahara marocain semble transcender les clivages géopolitiques traditionnels. Si elle parvient à fédérer autour d'elle une coalition aussi large que diversifiée — incluant, même tacitement, des acteurs comme la Chine et la Russie —, l'Initiative marocaine pourrait constituer bien davantage qu'une simple solution régionale : un modèle de règlement de conflits fondé sur le pragmatisme, le respect mutuel et l'intégration régionale au service de la paix et du développement durable.

Références bibliographiques

- Africa News. (2023, 15 juin). *La visite du président algérien en Russie débouche sur un partenariat stratégique renforcé*. <https://www.africanews.com/2023/06/15/algerian-president-visits-russia-signs-new-partnership-agreements/>
- Al Jazeera. (2022, 3 mars). *UNGA resolution against Ukraine invasion: Full text*. Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/3/unga-resolution-against-ukraine-invasion-full-text>
- Ambassade d'Algérie à Ottawa. (2022, 20 mars). *Algérie - Chine : convergence de vues concernant les questions d'intérêt commun*. <https://www.ambalgott.com/actualite/200320221#:~:text=Concernant%20la%20question%20du%20Sahara,r%C3%A9solutions%20pertinentes%20des%20Nations%20Unies>
- Ammari., F. (A venir) (2025, novembre). *Bridging the Belt and the Atlantic: Integrating Morocco's Atlantic Initiative into China's BARI Framework* [Communication à venir acceptée au First International Conference on Rethinking International Relations in an Age of Uncertainty, Ng Teng Fong · Sino Group Belt and Road Research Institute, Hong Kong Chu Hai College, Hong Kong, Chine].
- Ammari, F., & Lyammouri, R. (2025, 13 mars). *Genèse et évolution des groupes extrémistes armés au Sahel dans un contexte de crise multidimensionnelle* (Research Paper No. 01/25). Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/genese-et-evolution-des-groupes-extremistes-armes-au-sahel-dans-un-contexte-de-crise>
- Aublanc, A. (2024, 6 septembre). *Le Maroc, porte d'entrée de la Chine sur l'Union européenne*. Le Monde. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/09/06/le-maroc-porte-d-entree-de-la-chine-sur-l-union-europeenne_6305265_3212.html
- Borshchevskaya, A., Dugit-Gros, L., Fishman, B., Henneberg, S., & Rumley, G. (2024, mai). *North Africa in an Era of Great Power Competition: Challenges and Opportunities for the United States* (Policy Note No. 147). The Washington Institute for Near East Policy. <https://www.washingtoninstitute.org/sites/default/files/pdf/PolicyNote147BorshchevskayaDugit-Gros-FishmanHennebergRumleyv2.pdf>
- Challenge.ma. (2025, 13 février). *La Russie triple ses exportations agricoles vers le Maroc en 2024*. <https://www.challenge.ma/la-russie-triple-ses-exportations-agricoles-vers-le-maroc-en-2024-296688/>
- Chraïbi, Y. (2024, 2 octobre). *Maroc-Chine : que nous disent ces investissements massifs ?* Le Brief. <https://www.lebrief.ma/maroc-chine-que-nous-disent-ces-investissements-massifs-191799/>
- Conseil de sécurité des Nations Unies. (2018, 31 octobre). *Résolution 2440 (2018)*. <https://digitallibrary.un.org/record/1650912?ln=fr&v=pdf>
- Conseil de sécurité des Nations Unies. (2021, 29 octobre). *Résolution 2602 (2021)*. <https://digitallibrary.un.org/record/3946431?ln=fr>
- De León Cobo, B., Hopton, N., & Ozcelik, B. (2025, 13 février). *Morocco as a strategic partner in supporting the Sahel region's security*. Royal United Services Institute (RUSI). <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/morocco-strategic-partner-supporting-sahel-regions-security>
- El Mouden, W. (2022, 12 mars). *Le Maroc, premier partenaire commercial de la Russie en Afrique*.

- Le360. <https://fr.le360.ma/economie/le-maroc-premier-partenaire-commercial-de-la-russie-en-afrique-256472/>
- EnergyNews. (2025, 24 avril). *Le Maroc investit dans son premier terminal GNL pour renforcer sa sécurité énergétique*. <https://energynews.pro/le-maroc-investit-dans-son-premier-terminal-gnl-pour-renforcer-sa-securite-energetique/>
 - Faulkner, C. (2025, 24 mars). *Russia in Africa: Private military proxies in the Sahel*. Georgetown Journal of International Affairs. <https://gjia.georgetown.edu/2025/03/24/russia-in-africa-private-military-proxies-in-the-sahel/>
 - Gissel, L. (2024, May 3). *Morocco as a Strategic Partner in Supporting the Sahel Region's Security*. International Politics and Society (IPS Journal). <https://www.ips-journal.eu/topics/foreign-and-security-policy/sahel-sentry-7783/>
 - González, E. (2024, 17 octobre). *Morocco and Russia sign a fishing agreement that includes Sahrawi waters*. The Diplomat in Spain. <https://thediplomatinSpain.com/en/2024/10/17/morocco-and-russia-sign-a-fishing-agreement-that-includes-sahrawi-waters/>
 - Hamzawy, A. (2024, décembre 6). *Russia in the Middle East and North Africa—Disrupting Washington's Influence*. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/research/2024/12/russia-in-the-middle-east-and-north-africa?lang=en>
 - Hessoun, C. (2024, 3 décembre). *Économie au Maghreb : la Russie se positionne sur le Sahara occidental*. La Nouvelle Tribune. <https://lanouvelletribune.info/2024/12/economie-au-maghreb-la-russie-se-positionne-sur-le-sahara-occidental/>
 - Ingimundarson, V. (2022, juillet). *The 'Kosovo Precedent': Russia's justification of military interventions and territorial revisions in Georgia and Ukraine*. LSE IDEAS Strategic Update. <https://www.lse.ac.uk/ideas/Assets/Documents/updates/2022-SU-Valur-RussKosovo.pdf>
 - Intellinews. (2023, août 1). *Russia to capitalise on Africa's growing energy demand*. Intellinews. <https://www.intellinews.com/russia-to-capitalise-on-africa-s-growing-energy-demand-375357/>
 - International Crisis Group. (2024, 29 novembre). *Gérer les tensions entre l'Algérie et le Maroc (Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord n°247)*. <https://www.crisisgroup.org/fr/middle-east-north-africa/north-africa/247-algeria-morocco-western-sahara/managing-tensions-between>
 - Kozin, V. P. (2017). *States with Limited Recognition in Russian Foreign Policy*. MGIMO University. <https://open.mgimo.ru/handle/123456789/5225>
 - Kumakura, J. (2021, 15 septembre). *China and the Joint Statement on Xinjiang and Hong Kong*. The Japan Institute of International Affairs. <https://www.jiia.or.jp/en/column/2021/09/china-fy2021-01.html>
 - Laaroussi, I. (2019, 19 février). *Russia's Search for Strategic Partnerships in North Africa: Balancing Algeria and Morocco*. The Washington Institute. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/russias-search-strategic-partnerships-north-africa-balancing-algeria-and-morocco>
 - Le Matin. (2022, 11 août). *Respect de l'intégrité territoriale des États : le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine sur la même longueur d'onde*. Le Matin. <https://lematin.ma/express/2022/respect-lintegrite-territoriale-etats-royaume-maroc-republique-populaire-chine-longueur-onde/379590.html>

- Loulichki, M. (2025, avril). *Towards autonomy for the Sahara: A dynamic underway* (Policy Paper No. 12/25). Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/towards-autonomy-sahara-dynamic-underway>
- Lyammouri, R., & Ammari, F. (2025, 16 avril). *Sahara marocain : l'appui américain renouvelé et ses implications régionales*. Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/sahara-marocain-lappui-americain-renouvele-et-ses-implications-regionales>
- Lyammouri, R., & Ammari, F. (2025, 30 avril). *Sahara marocain : le consensus international autour du Plan d'autonomie peut-il enclencher une nouvelle dynamique onusienne ?* Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/sahara-marocain-le-consensus-international-autour-du-plan-dautonomie-peut-il;>
- Lyammouri, R., & Ghouli, A. (2024, décembre). *Morocco's Atlantic Initiative: A Catalyst for Sahel-Saharan Integration* (Policy Brief No. 68/24). Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/moroccos-atlantic-initiative-catalyst-sahel-saharan-integration>
- Maghreb Arabe Presse. (2016, 11 mai). *SM le Roi et le Président Xi Jinping signent à Pékin la déclaration conjointe concernant l'établissement d'un partenariat stratégique entre le Maroc et la Chine*. Map Express. <https://www.mapexpress.ma/actualite/activites-royales/sm-le-roi-et-le-president-xi-jinping-signent-a-pek-in-la-declaration-conjointe-concernant-letablissement-dun-partenariat-strategique-entre-les-deux-pays/>
- Maghreb Arabe Presse. (2016, 15 mars). *Déclaration sur le partenariat stratégique approfondi entre la Fédération de Russie et le Royaume du Maroc* (texte intégral). <https://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/declaration-partenariat-strategique-approfondi-federation-russie-royaume-du-maroc-texte-integral/>
- Magomedov, S. (2020, 6 novembre). *Western Sahara and Russian arms sales: A review*. Russian International Affairs Council. <https://russiancouncil.ru/en/analytcs-and-comments/columns/military-and-security/western-sahara-and-russian-arms-sales-a-review/>
- Majdi, Y. (2016, 9 mars). *Le Maroc recadre fermement Ban Ki-Moon*. TelQuel. https://telquel.ma/2016/03/09/maroc-recadre-fermement-ban-ki-moon_1486528
- Ministère russe des Affaires étrangères. (2008, 12 février). *Statement on the situation regarding Kosovo*. https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1649512/
- Ndongue, M. (2025, 15 janvier). *Sahara : La Russie se positionne en partenaire pour une médiation*. Maroc Diplomatique. <https://maroc-diplomatique.net/saharalarussiesepositionneenpartenairepourunemediation/>
- Perspective Monde. (2024, mars). *De Beijing à Casablanca : le Maroc au carrefour des ambitions chinoises*. Université de Sherbrooke. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3722>
- Qin, J., & Mo, J. (2016, 12 mai). *Xi, king of Morocco see deeper ties ahead*. China Daily. https://www.chinadaily.com.cn/world/2016-05/12/content_25229985.html
- Redondo, R. (2024, 5 septembre). *Le Forum de coopération Chine-Afrique soutient l'intégrité territoriale du Maroc*. Atalayar. <https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/forum-cooperation-chine-afrique-soutient-lintegrite-territoriale-du-maroc/20240905120720204834.html>

- Roussellier, J. (2018, 5 juin). *A Role for Russia in the Western Sahara?* Carnegie Sada. <https://carnegieendowment.org/sada/2018/06/a-role-for-russia-in-the-western-sahara>
- Soler i Lecha, E., & Arco Escriche, I. (2025). The Western Sahara conflict in a post-hegemonic world: interests, values and foreign policy strategies. *The Journal of North African Studies*, 1–32. <https://doi.org/10.1080/13629387.2025.2500472>
- TelQuel. (2024, 22 juillet). *IDE : la Chine représentait 29% des projets greenfield au Maroc en 2023.* https://telquel.ma/instant-t/2024/07/22/ide-la-chine-representait-29-des-projets-greenfield-au-maroc-en-2023_1884621/
- TelQuel. (2024, 6 mars). *Le Maroc prêt à se positionner en partenaire économique essentiel de la Chine.* https://telquel.ma/instant-t/2024/03/06/le-maroc-pret-a-se-positionner-en-partenaire-economique-essentiel-de-la-chine_1860398/
- TelQuel. (2025, 13 février). *Les exportations de produits agricoles russes vers le Maroc ont presque triplé en 2024.* https://telquel.ma/instant-t/2025/02/13/les-exportations-de-produits-agricoles-russes-vers-le-maroc-ont-presque-triple-en-2024_1917778/
- TRT Afrika. (2024, 3 janvier). *En 2023, les exportations du Maroc vers la Chine ont dépassé un milliard de dollars.* TRT Afrika. <https://trtafrika.com/fr/business/en-2023-les-exportations-du-maroc-vers-la-chine-ont-depasse-un-milliard-de-dollar-17367609>
- United Nations. (2021, 29 octobre). *Security Council extends mandate of United Nations Mission in Western Sahara, adopting resolution 2602 (2021) by 13 votes in favour, 2 abstentions.* <https://press.un.org/en/2021/sc14681.doc.htm#:~:text=Dimitri%20A,on%20realistic%20approaches%20and%20compromises>
- United Nations. (2021, 29 octobre). *Security Council extends mandate of United Nations Mission in Western Sahara, adopting resolution 2602 (2021) by 13 votes in favour, 2 abstentions.* <https://press.un.org/en/2021/sc14681.doc.htm#:~:text=Nicolas%20de%20Rivi%C3%A8re%20,fair%20position%20on%20the%20issue>
- Zhao, S. (2025). *Transformation de la politique étrangère chinoise : Le rôle des dirigeants.* Politics and Rights Review. <https://politicsrights.com/fr/transformation-politique-etrangere-chinoise-dirigeants/>

À PROPOS DES AUTEURS



RIDA LYAMMOURI

Rida Lyammouri est un Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ses travaux de recherche portent sur la géopolitique et les relations internationales au Sahel ouest-africain, une région sur laquelle il travaille depuis une dizaine d'années, y compris sur le terrain. Il a acquis une grande expérience dans le soutien aux Organisations gouvernementales et non- gouvernementales dans les domaines du développement international, de la sécurité, de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, de la prévention des conflits, de l'accès humanitaire et des migrations.



FADOUA AMMARI

Dr. Fadoua AMMARI, docteure en Relations Internationales et Droit International Public de l'Université Hassan II de Casablanca, ses travaux de recherche s'articulent autour de la problématique de la sécurité et du développement en Afrique de l'Ouest. Diplômée aussi en études diplomatiques (Master) de l'Université Mohammed V de Rabat, elle cumule plus de 20 ans d'expérience dans l'administration universitaire, et en parallèle, elle est enseignante-vacataire à l'Université Hassan II – Casablanca.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [En savoir plus](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

